

LE MAILLON DECHAINE

N° 57 - 10 juillet - 2018

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DES USINES FORD / BLANQUEFORT

Contre les licenciements, contre la casse des services publics, contre les politiques répressives rejetant les migrants...

Nos luttes et nos solidarités!

Après 36 journées de grève, les cheminots n'ont pas dit leur dernier mot. Le gouvernement pensait en avoir fini avec eux. Sa loi pour casser leur statut et préparer la privatisation du transport ferroviaire est votée. On est arrivé au terme du mouvement de l'intersyndicale, ce mouvement où tout avait été cadré par les directions syndicales, avec deux jours de grève sur cinq. Elles avaient même décidé à l'avance quelle serait la date de fin, sans que ce soit les grévistes eux-mêmes qui en décident... Mais une partie des cheminots a continué la lutte les 6 et 7 juillet contre le « pacte ferroviaire »... même si les directions syndicales ont comme seul objectif affiché de vouloir peser sur la convention collective.

Une étape de la mobilisation est finie. Une autre se dessine. Ces trois mois de mobilisation, avec de nombreux temps forts, témoignent de la profondeur de la colère de ceux qui ont voulu défendre leur emploi et leurs conditions de travail. Ils se sont battus aussi pour un service public pour tous les usagers, qui ne soit pas une pompe à fric de plus pour les capitalistes du transport, ce qu'est déjà largement devenue la SNCF.

Cette colère ne s'est pas éteinte, et elle a largement été partagée et discutée dans le monde du travail, encourageant d'autres à se battre, à relever la tête.

Pendant l'été, les attaques continuent

Le mécontentement est là aussi chez les salariés qui subissent des plans de licenciements, chez Carrefour, chez Ford, et dans bien d'autres boites.

Il est là aussi chez les jeunes qui ont eu leur bac et qui attendent toujours que ParcoursSup leur annonce leur affectation, en sachant que des milliers d'entre eux resteront sur le carreau, et des milliers seront affectés vers des études par défaut.

Et le gouvernement annonce de nouvelles attaques sur les retraites, contre la sécurité sociale, contre les salariés de la fonction publique. De leur côté, les chômeurs sont davantage fliqués. Contre les migrants, les dirigeants de l'Union européenne ont le même cynisme, la même brutalité. L'accord qu'ils viennent d'adopter renforce les mesures répressives. Ceux qui fuient les guerres et la misère sont considérés comme des criminels que les polices doivent arrêter, parquer, renvoyer.

Partout, les gouvernements rivalisent de politiques répressives et xénophobes, de l'Italie aux Etats-Unis en passant par la France où Macron et Collomb durcissent la législation contre les migrants, flattant les préjugés. Ils essayent de diviser les travailleurs, de monter une fraction de la population contre l'autre, ils attisent la peur de l'autre pour mieux essayer de faire taire.

Contre cette politique au service des riches

A l'opposé, les financiers, les riches, les actionnaires, continuent de bénéficier de tous les cadeaux possibles. Ce sont des milliards d'euros qui sont transférés vers eux, sous forme de taxes supprimées, d'exonérations d'impôts et de cotisations sociales, de remboursement de la dette, etc.

Face à cette guerre de classe, face à leurs tentatives de nous mettre en concurrence et de nous opposer d'un pays à l'autre, d'une entreprise à l'autre, nos armes sont partout les mêmes : nos luttes et nos solidarités, pour regrouper toutes celles et ceux qui entendent résister au rouleau compresseur de la course aux profits, pour exiger notre dû, dire notre révolte, faire converger nos colères.

Le mécontentement est grand. Le mouvement qui a commencé depuis quelques mois va connaître des suites. Les liens démocratiques, à la base, entre militants, pour la convergence des luttes, qui se sont construits sont profonds et seront déterminants pour la suite.

Une nouvelle étape de révolte se prépare face au plan de bataille du gouvernement. Les idées de la contestation reprennent de la vigueur...

Tête haute! On ne lâche rien!

Depuis quelques semaines, le climat change sur la boite.

Déplacement à Cologne les 19-20 juin, blocage des portillons le 26, envahissement de la salle du PSE le 27, nouveau ralentissement de la production, retour des pancartes dans les ateliers, intervention au Conseil de la Métropole le 6 juillet... Avec toutes ces actions relayées par les médias, on fait entendre à tout le monde qu'on refuse de perdre notre boulot et qu'on est prêt à vendre chèrement notre peau.

La manifestation du 30 juin à Bordeaux, avec près de 500 manifestants, dont de nombreux salariés d'autres boites, la présence aussi de O. Besancenot pour le NPA et de JP. Mercier pour LO, a marqué un moment important pour contester les licenciements et la politique du gouvernement et construire concrètement la convergence des luttes.

La direction pensait isoler ceux qui veulent s'opposer à son plan de fermeture. C'est raté. Parmi nous, la colère progresse. Chacun se rend compte que tous les bruits qui ont couru pendant trois mois étaient faits pour nous endormir. Chacun a compris que les paroles des pouvoirs publics qui prétendent penser à nous ne sont que du vent.

De nouvelles actions sont prévues, avant les congés et à la reprise. Plus nous serons nombreux et déterminés pour rejeter la fermeture et les licenciements, plus nous pourrons peser sur toutes les décisions qui seront prises. Il n'y a que notre intervention collective qui peut changer la donne.

Un coup de colère salutaire

Sur FAI, mercredi 27 juin, à la lecture de l'affichage de la direction, la colère est partie de la chaine d'assemblage 6f35 avant de faire le tour de la boite.

Et voilà que le contremaître voyant que la chaine ne tournait pas a voulu faire un excès d'autorité... Mal lui en pris, il s'est retrouvé avec tout le monde en colère et motivé pour ne rien faire, tant que la direction ne répondrait pas à nos interrogations.

La direction essaie de nous rassurer

Pour tenter de mettre un terme à l'agitation, la direction a organisé en catastrophe une réunion pour répondre à nos questionnements. Seulement voilà, il n'y avait que la chef du personnel pour nous répondre. Le DRH n'était pas là... alors on est allé le chercher tous ensemble. C'est à une centaine que nous sommes partis bousculer la réunion du PSE pour demander des comptes.

Deux c'est inférieur à 100

Nous nous sommes retrouvés devant des portes fermées, la direction n'est pas pour la démocratie directe, elle préfère discuter entre amis et sans « pression ». Pas moyen de passer. Heureusement il y avait avec nous l'ensemble des élus CGT du CE qui

étaient bloqués malgré leur convocation. La direction a bien dû leur ouvrir les portes, mais voilà quand il y a de la place pour 8... il y en a pour 100 et nous sommes entrés dans la salle où se tenait la réunion du PSE.

Courage fuyons!

Dès que nous sommes entrés, le DRH a pris le large quelques minutes... On peut penser qu'il a tenu à informer ses patrons de Ford Europe que la salle était envahie et qui sait... négocier une prime de risque ?

« Avant le pognon, on en est où pour le travail ? »

C'est ce qu'a dit un salarié à la direction. Et là pas facile pour le DRH de se débiner. Il n'avait rien à dire, à part leur faire confiance, quelle blague ! Il a essayé de nous vendre « un plan robuste et généreux ». Quelques mois de salaires pour 20 à 40 années de travail, c'est ridicule.

Des salariées ont su lui dire « comment ferons-nous avec les enfants et des salaires qui ailleurs tournent pour les femmes autour de 1280 € » ? Et quand il répond que c'est un « plan robuste », une autre lui balance : « Ford, vous avez vu ce qu'ils proposent, sans déconner ? »

La séance a été levée par les salariés eux-mêmes. Ce n'est pas du côté de la direction qu'il y a une solution, on l'a tous bien compris. La résistance se fait sentir. Quelle que soit l'issue, il faudra que la FMC en paie le prix.

« Pourquoi travailler alors que l'on veut nous virer ? »

A FAI, c'est ce que l'on pouvait lire sur l'un des panneaux que les salariés de la chaine d'assemblage de la 6f35 avaient installé à la vue de tous le mercredi 4 juillet. Oui. Pourquoi ? Alors que depuis des années les patrons ont menti, mené la barque à leur gré vers une fermeture qu'ils avaient programmée et aujourd'hui, il faudrait accepter, sans réagir.

Non, pas question.

GFT-FAI : mêmes patrons, même combat !

Ce qui se passe à FAI, se passe dans l'ensemble de l'industrie automobile. A Cologne, les militants nous ont raconté qu'il y avait 40 000 salariés dans le passé. Les licenciements, c'est la seule réponse qu'ont trouvé les patrons pour maintenir les profits. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 18000.

Sur GFT, les attaques ne datent pas d'hier, la joint venture, l'aggravation des conditions de travail, les cadences infernales, les horaires à rallonge, les salaires plus bas... tout cela n'est que la conséquence de ces choix. Nul doute que nous serons les prochaines cibles. La lutte des Ford c'est la lutte de l'ensemble des salariés, d'abord avec ceux de GFT, ceux de toute l'automobile, et plus largement encore.